

Lutte de classe

Ils l'ont répété : nous ne changerons pas de « cap ». Alors il faut les chasser !

La journée de mobilisation d'hier contre la politique du gouvernement a été un succès avec entre 1,2 million et 3 millions de manifestants à travers tout le pays.

Dans une certaine mesure il ne fallait pas s'attendre à mieux dans le cadre d'une journée d'action appelée par des organisations et des partis ouvriers, qui plus est sans lendemain et sans perspective politique.

La grève générale ou le soulèvement de la population contre un régime est avant tout une action spontanée du prolétariat face à une situation devenue insupportable, plutôt que la réponse à un appel d'où qu'il vienne, c'est en tout cas un des enseignements de la lutte de classe du XXe siècle. On peut préparer ou se préparer à la grève générale, mais on ne peut pas la décréter. La question se poserait dans d'autres termes si le prolétariat avait placé à sa tête un parti révolutionnaire.

Les conséquences de la crise du capitalisme n'en finissant pas de s'abattre sur la classe ouvrière, la situation sociale devenant chaque jour de plus en plus insupportable pour l'ensemble des exploités et la petite bourgeoisie, absolument rien ne permet d'affirmer que les travailleurs seraient prêts à accepter de vivre de plus en plus mal et à renoncer à se mobiliser contre la politique antisociale du gouvernement.

Lu et entendu hier :

"Enfin, si c'est pour rentrer chez soi après la manif pour retourner bosser le lendemain ça ne va pas servir à grand chose, c'est sûr."

"Des manifestants en appelaient dans les cortèges à un "nouveau Mai 68" ou à La Commune". (AFP)

"Y'en a assez de cette société-là ! Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère, ça ne peut plus durer !" ou encore "Emplois supprimés, salaires bloqués, retraites comprimées, ça va péter !", scandaient les manifestants rapporte l'AFP.

La situation sociale n'en finit plus de se tendre, au point d'affoler ceux qui soutiennent le régime.

Chérèque a dit "Laisser une telle mobilisation sans réponse, ce serait vouloir prendre des risques".

"Si le gouvernement ne veut pas bouger et qu'il y a des mouvements durs dans les entreprises, il en portera l'entière responsabilité", a prévenu de son côté le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly

Le gouvernement demeure inflexible et n'entend pas changer de "cap" non sans cynisme.

Fillon a dit "Il est normal que les gens qui gagnent beaucoup d'argent (...) participent à la solidarité" mais *"nous avons le devoir de rester avec des règles qui ne soient pas confiscatoires"*, en martelant qu'il se refusait à une suspension du "bouclier fiscal". Réaction normale de la part d'un Premier ministre d'un gouvernement capitaliste.

Il est normal pour le gouvernement que les 834 contribuables les plus riches (patrimoine de plus de 15,5 millions d'euros) aient touché chacun, au titre du bouclier fiscal, un chèque moyen de 368 261 euros du fisc, soit l'équivalent de trente années de Smic.

Le gouvernement des rentiers, des banquiers et des capitalistes.

Il a expliqué *"On a, avec les mesures de relance qui ont été décidées, doublé le déficit public de notre pays cette année, je pense que tous les Français comprennent qu'on ne peut pas aller au-delà et qu'aller au-delà, ce serait non seulement commettre une erreur et une faute pour les générations futures mais ce serait*

surtout empêcher la reprise". Comme si le doublement du déficit public n'hypothéquait pas déjà gravement l'avenir des générations futures.

Un manifestant a bien résumé la situation, une idée qui mûrit :

"Je suis enthousiasmé par l'ampleur de cette mobilisation, et par la détermination de nombre de manifestants. En ces temps de crise, peut-être serait-il temps de mettre en place un nouveau système."

Toute la question est là, il faut se débarrasser du système économique capitaliste basée sur la propriété privée des moyens de production, encore faudra-t-il au préalable que la classe ouvrière ait pris le pouvoir politique afin de pouvoir exproprier les 1824 patrons et actionnaires des grandes entreprises...

Sans perspective politique, sans direction politique, sans théorie révolutionnaire, cela demeurera impossible.

Donc l'urgence demeure de proposer aux masses une issue politique face à la crise du capitalisme qui rompt avec les institutions de la Ve République et l'Etat capitaliste, de construire un parti révolutionnaire sur la base de cette perspective, et de se doter d'une théorie permettant d'avancer vers l'émancipation de l'exploitation de l'homme par l'homme, théorie qui ne peut reposer que sur une étude scientifique du développement du capitalisme et de la lutte des classes intégrant l'objectif du combat du mouvement ouvrier depuis le milieu du XIXe siècle, le marxisme révolutionnaire.

Généraliser les luttes, regrouper les travailleurs, etc., tout cela est bien beau, mais tellement insuffisant sur le plan politique, tellement plein d'illusions, qu'on ne peut être qu'effaré en constatant le gouffre qui sépare les discours des dirigeants des partis ouvriers avec la détermination de couches croissantes du prolétariat prêts à en découdre, et auxquelles ils ne manquent qu'une issue politique pour s'organiser et continuer le combat dans une perspective politique qui pose directement la question du pouvoir. C'est sur cette orientation que je propose aux camarades de mener le combat politique.

Il faut tirer les leçons du refus répété de Sarkozy de changer de cap : il faut le chasser, il faut en finir avec les institutions de la Ve République au service du capitalisme et avancer sur la voie du socialisme.

Un grand nombre de travailleurs ont déjà compris que le capitalisme n'était plus synonyme que de régression sociale sans fin, de chaos et de barbarie, que le futur qu'il leur réservait serait encore pire, il ne leur reste plus qu'à prendre confiance en leur force, à prendre leur destin en mains afin de prendre le contrôle de la situation sur le plan économique, social et politique, en finir avec ce régime.

Les aider à avancer dans cette voie, favoriser le mûrissement de leur conscience politique qui aura raison de tous les obstacles dressés sur leur chemin, voilà ce qui selon moi devrait constituer l'axe politique d'un parti préparant la classe ouvrière aux combats décisifs de demain.